

# Les mensonges du Pouvoir algérien

*par Thierry Meyssan*

Les critères que l'on utilise habituellement en politique pour expliquer les jeux de pouvoir ne s'appliquent pas à l'Algérie. Ses dirigeants actuels sont avant tout des imposteurs qui se sont fabriqués, un à un, de fausses biographies pour obtenir la considération de leurs concitoyens. De fil en aiguille, ils sont parvenus au plus haut sommet de l'État. Ils s'y maintiennent par la volonté des grandes puissances qui font mine de croire à leurs fables pour mieux les manipuler.

ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO PORTUGUÊS TÜRKÇE ΕΛΛΗΝΙΚΑ РУССКИЙ



**Depuis une vingtaine d'années, la majorité des biographies des dirigeants algériens est falsifiée. Tous prétendent s'être battus pour la libération nationale face à l'Occupation française, rares sont ceux qui l'ont effectivement fait. Les vrais héros ont été écartés depuis longtemps.**

**L**es médias internationaux découvrent avec stupeur la réalité du pouvoir algérien qu'ils se sont efforcés de dissimuler jusqu'ici. Celui-ci n'est pas détenu par un clan, mais par plusieurs dont la figure du président Bouteflika est le point d'équilibre.

# Dans le pouvoir algérien, qui défend quoi ?

Ces clans se livrent entre eux une bataille féroce qui les a empêchés non seulement de désigner un successeur au président sortant, mais aussi un Premier ministre. En définitive, ils en ont désigné trois : Noureddine Bedoui, assisté de Ramtane Lamamra, tous deux flanqués d'un troisième, Lakhdar Brahimi.

Comprenons bien la répartition des rôles :

- ▶ Abdelaziz Bouteflika est un petit escroc qui fut le secrétaire de Houari Boumédiène et a su, au fil du temps s'inventer un passé [1]. Il usurpe la fonction présidentielle, depuis vingt ans, grâce à une série de violations de la Constitution et d'élections visiblement truquées. Hospitalisé en Suisse, durant deux semaines, pour des « contrôles médicaux périodiques », on lui a diagnostiqué des « problèmes neurologiques et respiratoires ». Constatant qu'il était incapable de donner son consentement à des soins, les médecins ont demandé qui était son tuteur légal pour les autoriser. Pour toute réponse, on a rapatrié le mourant grabataire sans le montrer. Puis, on a diffusé sur *An Nahar* TV de brèves images de lui, datant du 18

octobre 2017 que l'on a présentées comme filmées le 11 mars 2019 [2]. Enfin, on a diffusé une nouvelle lettre, qu'on lui a attribuée, pour annoncer le prolongement *sine die* de son mandat.

- ▶ Nouredine Bedoui a été désigné par la personne tenant la plume présidentielle comme Premier ministre. Il était jusqu'ici ministre de l'Intérieur et réputé proche d'un des frères du président sortant, Nacer Bouteflika. C'est lui qui avait imaginé la possibilité d'attribuer un cinquième mandat au président invalide et avait prétendument collecté six millions de signatures pour le soutenir. Son rôle est de faire durer l'illusion présidentielle.

- ▶ Ramtane Lamamra a été nommé Premier ministre adjoint. Il était jusqu'ici conseiller du président invalide, c'est-à-dire en réalité un des détenteurs à sa place du pouvoir. Il passe pour représenter les intérêts de l'ancienne puissance coloniale, la France.

- ▶ Lakhdar Brahimi a été nommé président de la Conférence nationale chargée de mettre en œuvre la transition démocratique, toujours annoncée, jamais amorcée. Ce retraité (85 ans) a été rappelé en raison de ses états de service : il a joué un rôle central dans la création du système

actuel et représente les intérêts de la nouvelle puissance coloniale : les États-Unis.

Ce personnage de premier plan n'est aucunement celui qu'il prétend être. Issu d'une famille de collaborateurs de l'Occupant français, il est parvenu à faire accroire qu'il avait au contraire participé à la libération nationale.

- En 1965, il fut la dernière personne à recevoir Mehdi Ben Barka. Il informa les services secrets marocains de ses intentions et facilita ainsi l'enlèvement et l'assassinat du secrétaire de la Tricontinentale.
- En 1982, dans le cadre des efforts algéro-maroco-saoudiens, il conclut les Accords de Taëf mettant fin à la guerre civile libanaise en échange de l'instauration d'un régime confessionnel, totalement ingouvernable, plaçant *de facto* le pays sous le contrôle éternel de grandes puissances régionales et internationales.
- Fin 1991, il fut l'un des 10 membres du Haut Conseil de Sécurité algérien qui destitua le président Chadli Bendjedid, annula les élections municipales et ouvrit la voie à Abdelaziz Bouteflika vers le pouvoir [3].
- En 2000, il poussa à la création d'un service de Renseignement au sein de l'administration des Nations Unies [4].

- En 2001, à la demande de Washington, il conclut les Accords de Bonn mettant fin à l'intervention états-uno-britannique en Afghanistan et plaçant Hamid Karzai et les narco-trafiquants au pouvoir [5].
- En 2012, après la démission de Kofi Annan de son poste de médiateur en Syrie, il est nommé conjointement par l'Onu et par la Ligue arabe, non pas médiateur, mais « représentant spécial ». Loin de mettre en œuvre le plan de paix Lavrov-Annan qui avait été approuvé par le Conseil de sécurité, il travaille à appliquer le plan secret de son patron, le numéro 2 des Nations unies, Jeffrey Feltman, pour une reddition totale et inconditionnelle de la République arabe syrienne [6].

## Le rôle des islamistes

Il existe plusieurs narrations de la décennie noire (1991-2002) durant laquelle 60 000 à 150 000 personnes périrent. La seule chose sûre, si l'on observe la longue période, est que les œuvres sociales wahhabites remplacèrent l'État dans les campagnes, que le terrorisme islamiste fut une tentative britannique d'exclure l'influence française, et que l'armée sauva le

pays tandis que certains militaires basculèrent du côté des « égorgeurs ».

Lorsque tout fut terminé, en 2004, le président Bouteflika s'allia personnellement aux « égorgeurs » (islamistes [7]) contre les « éradicateurs » (militaires). Il se présenta comme un vieux soldat capable de faire la paix avec ses ennemis. En réalité, il s'alliait aux islamistes pour réduire le pouvoir de l'armée et des services de sécurité qui l'avaient placé au pouvoir.

- ▶ En 2013, Abdelaziz Bouteflika restructura le Département du Renseignement et de la Sécurité, lui retirant une large partie de ses attributions et de ses moyens et mettant à la retraite le général Mohamed Médiène.
- ▶ En 2014, il autorisa la branche armée du FIS, l'AIS —responsable de dizaines de milliers de morts—, à organiser un camp de formation au vu et au su de tous.
- ▶ En 2016, il fit recevoir le chef de l'AIS, Madani Mezrag par Ahmed Ouyahia (qu'il nomma peu après Premier ministre) et fit savoir qu'il disposait désormais d'une amnistie et d'une immunité.
- ▶ En mars 2019, son clan fait ressurgir Madani Mezrag sur le devant de la

scène pour faire peser la menace d'une nouvelle guerre civile sur la population qui manifeste.

Dans ce contexte, la nomination de Lakhdar Brahimi prend tout son sens. Lorsqu'il était chargé du dossier syrien à l'Onu et à la Ligue arabe, il s'était battu pour une « solution politique » comprenant l'arrestation du président Bachar el-Assad et son remplacement par un professeur de la Sorbonne, Burhan Ghalioun. Or, celui-ci, collaborateur de la National Endowment for Democracy (NED/CIA), bien qu'officiellement partisan d'une Syrie non-confessionnelle, avait été le *speech-writer* d'Abbassi Madani, le chef du FIS, durant son exil au Qatar.

L'Algérie indépendante s'est d'abord construite dans le secret inhérent à la lutte de libération nationale. Puis ce secret a été maintenu et utilisé par certains pour construire une légende et s'y attribuer un rôle glorieux. Cette mystification, répétée durant des décennies, a privé le peuple de la compréhension des événements. Elle leur a permis de se rendre indispensables en entretenant à la fois le danger (les « égorgeurs ») et la protection (les « éradicateurs »). Prisonniers de leur propre mystification, ils sont aujourd'hui contraints de se soumettre au chantage de la France et



des États-Unis.

*Thierry Meyssan*

---

[1] *Bouteflika, une imposture algérienne*, Mohamed Benchicou, Le Matin, 2003.

[2] « [Le report des élections algériennes et la bombe Brahimi](#) », par Khalida Bouredji, *Réseau Voltaire*, 15 mars 2019.

[3] *Islam and democracy : the failure of dialogue in Algeria*, Frédéric Volpi, Pluto Press, 2003 (p. 55 et suivantes).

[4] « [Rapport du Groupe d'étude sur les opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies](#) », Nations Unies A/55/305, ou S/2000/809.

[5] « [L'opium, la CIA et l'administration Karzai](#) », par Peter Dale Scott, Traduction Anthony Spaggiari, *Réseau Voltaire*, 10 décembre 2010. « [Le partenaire afghan de Monti](#) », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, *Il Manifesto* (Italie), *Réseau Voltaire*, 9 novembre 2012.

[6] « [L'Allemagne et l'Onu contre la Syrie](#) », par Thierry Meyssan, *Al-Watan* (Syrie) , *Réseau Voltaire*, 28 janvier 2016.

[7] Nous distinguons la religion *musulmane* de sa manipulation politique, l'*islamisme*, tel que formulé par la Confrérie des Frères musulmans. NdlR.

---

Source : « Les mensonges du Pouvoir algérien », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 19 mars 2019, [www.voltairenet.org/article205656.html](http://www.voltairenet.org/article205656.html)